

Verviers, le 15 juin 2026

Chers parents, Chers et chères élèves,

Pourquoi ?

Pourquoi faire grève ?

Pourquoi continuer à se mobiliser alors que le décret contesté a été voté ?

Pour... quoi ?

Et si la formulation n'était pas la bonne ?

Et si la question à poser n'était pas « pourquoi ? », mais plutôt « pour qui ? » ?

Pour qui nous mobilisons-nous ?

- Pour nous, professeurs et membres du personnel : lassés du mépris et de la déconnexion des gouvernements, lassés des fausses promesses électorales, lassés des coupes budgétaires dans un secteur aussi fondamental que celui de l'enseignement...
- Pour nos collègues : 1300 enseignants et enseignantes perdront leur emploi à la rentrée 2026. Derrière ces chiffres se cachent des collègues investis au quotidien pour offrir le meilleur apprentissage à vos enfants et s'engager dans des projets extra-scolaires essentiels.
- Pour la démocratie : l'une de nos missions est de former nos élèves à devenir des citoyens responsables, critiques et éclairés. Dans ce contexte, il nous semble essentiel, par notre mobilisation, de rappeler l'importance du respect des principes et des règles qui garantissent le bon fonctionnement d'une société démocratique.

Mais surtout, nous nous mobilisons pour NOS élèves, VOS enfants, LEUR avenir. Nous nous mobilisons pour la qualité de leur apprentissage, leur épanouissement personnel et leur droit fondamental d'accéder aux études supérieures et à la culture.

Notre priorité a toujours été, et restera, de leur offrir un futur dans lequel ils et elles pourront trouver leur place, comme le rappelle notre promesse : *“une étoile pour chacun”*.

Nous continuons à nous mobiliser pour exiger une réelle concertation et un financement de la FWB à la hauteur des enjeux.

Nous sommes bien conscients que la conjoncture actuelle peut être compliquée à vivre. **Votre soutien est précieux à nos yeux** : nous vous remercions très sincèrement pour votre appui et espérons que notre engagement trouvera un sens auprès de vous.

Le collectif Mars Attacks et les membres du personnel
qui s'opposent aux mesures de la Fédération Wallonie-Bruxelles.